

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

**Demande de renseignements généraux et
Demande de renseignements particuliers
du Deuxième groupe d'opposition**

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

**Demande de renseignements généraux et
Demande de renseignements particuliers
du Deuxième groupe d'opposition**

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DÉMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET
DÉMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

TABLE DES MATIÈRES

Partie 1 – Demande de renseignements généraux
Partie 2 – Demande de renseignements particuliers du Deuxième groupe d'opposition

Institut de la statistique du Québec

Étude des crédits 2017-2018

Partie 1 **Demande de renseignements généraux**

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

TABLE DES MATIÈRES

N°	Nom de la demande	Page
Q-1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé. i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.	1
Q-2	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2016-2017 : a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.	3
Q-3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.	4
Q-4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe : d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographes, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.	5

N°	Nom de la demande	Page
Q-5	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; Organisée par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.	9
Q-6	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes concernées.	10
Q-7	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés : par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	11
Q-8	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>, en indiquant : Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication. a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.	13

N°	Nom de la demande	Page
Q-9	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	14
Q-10	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	15
Q-11	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017 : a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.	16
Q-12	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : • la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.	17

N°	Nom de la demande	Page
Q-13	Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : i. a) au Québec; ii. b) à l'extérieur du Québec.	18
Q-14	Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance; l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.	19
Q-15		
a)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : 35 ans et plus.	20
b)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.	20
c)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.	21
d)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.	21
e)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); • le coût moyen par employé, selon la classe de travail.	22

N°	Nom de la demande	Page
f)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.	23
g)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.	24
h)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.	24
i)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.	24
j)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).	25
k)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.	25
l)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.	26
m)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).	26
n)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.	26
o)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.	26
p)	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.	27
q)	Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes.	27

N°	Nom de la demande	Page
r)	L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.	27
Q-16		
a)	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.	28
b)	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.	28
c)	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées.	28
d)	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	28
Q-17	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.	29
Q-18	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	30
Q-19	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</i>	31
Q-20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	32

N°	Nom de la demande	Page
Q-21	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	33
Q-22	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2017-2018.	34
Q-23	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2017-2018; c) par catégorie d'âge.	35
Q-24	Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.	36
Q-25	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.	37
Q-26	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	38
Q-27	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.	39
Q-28	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	42
Q-29	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.	43

N°	Nom de la demande	Page
Q-30	Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	48
Q-31	Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.	49
Q-32	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.	50
Q-33	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016-2017 a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; e) l'objet; f) les dates.	51
Q-34	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	52
Q-35	La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	53
Q-36	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.	54
Q-37	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.	55
Q-38	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.	56
Q-39	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	57
Q-40	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	58

N°	Nom de la demande	Page
Q-41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	59
Q-42	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	60
Q-43	Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.	61
Q-44	Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	62
Q-45	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.	63
Q-46	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	64
Q-47	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	65
Q-48	Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.	66
Q-49	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	67
Q-50	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.	68
Q-51	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.	69
Q-52	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.	70
Q-53	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.	71
Q-54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	72
Q-55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.	73
Q-56	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.	74
Q-57	Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.	75

N°	Nom de la demande	Page
Q-58	Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>. Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir. Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site Internet ou autre moyen de communication.	76
Q-59	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.	77
Q-60	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : a) la masse salariale. b) le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.	78
Q-61	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.	79
Q-62	Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : a) du <i>Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes</i> visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. Fournir les prévisions pour 2017-2018.	80
Q-63	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.	81

N°	Nom de la demande	Page
Q-64	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et 2016-2017 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	82
Q-65	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.	83

Sigles utilisés dans ce document :

CSPQ	Centre de services partagés du Québec
DSSSOCCQ	Direction des statistiques de la société du savoir et Observatoire de la culture et des communications du Québec, direction au sein de l'ISQ
ETC	Équivalent temps complet
ISQ	Institut de la statistique du Québec
MFQ	Ministère des Finances du Québec
MRC	Municipalités régionales de comté
PIB	Produit intérieur brut
SFPQ	Syndicat de la fonction publique du Québec
TI	Technologies de l'information

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;**
- b) la copie des programmes et rapports de mission;**
- c) les personnes rencontrées;**
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);**
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;**
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;**
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour.**
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;**
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés :**

N°	Dates	Endroit	But du voyage	Personnes rencontrées	Coûts (\$)		
					Transport	Autres frais de voyage	Total
1.	2016-05-12 au 2016-05-13	Ottawa (Canada)	Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique à Statistique Canada	Statisticien en chef du Canada et autres gestionnaires, Statistique Canada Coordonnateurs statistiques des autres provinces et territoires	87,04	239,16	326,20
2.	2016-06-20 au 2016-06-25	Strasbourg (France)	Colloque de l'Association Internationale des démographes de langue française (AIDELF)	Membres du bureau de direction de l'AIDELF Participants au colloque (spécialistes de l'étude des populations en provenance de différents pays)	0,00	615,38	615,38
3.	2016-06-22 au 2016-06-22	Ottawa (Canada)	Collecte de données dans le cadre de l'Enquête sur la rémunération globale (ERG)	Michèle Meslage, Secrétariat du Conseil du trésor du Canada	78,72	12,65	91,37
4.	2016-07-07 au 2016-07-07	Toronto (Canada)	Collecte de données dans le cadre de l'Enquête sur la rémunération globale (ERG)	Majella Gorospe, Deloitte	358,93	130,09	489,02
5.	2016-09-19 au 2016-09-20	Ottawa (Canada)	Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique sociale à Statistique Canada	Représentants de Statistique Canada, ainsi que des provinces et territoires	70,92	238,97	309,89
6.	2016-09-20 au 2016-09-21	Ottawa (Canada)	Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique du travail	Représentants de Statistique Canada, ainsi que des provinces et territoires	0,00	0,00	0,00
7.	2016-09-25 au 2016-09-27	Toronto (Canada)	Dans le cadre de ses travaux de réflexion concernant la mesure de phénomènes tels que la consommation de drogue, d'alcool et de tabac chez les élèves, le Groupe de travail sur les aspects méthodologiques du Centre canadien de lutte contre les toxicomanies (CCLT) organise une rencontre afin d'échanger sur les enquêtes réalisées dans diverses provinces et les indicateurs que celles-ci permettant de mesurer	Matthew Young, Sarah Wallingford, Aqsa Malik et 12 membres pancanadiens, Groupe de travail du CCLT	0,00	0,00	0,00
8.	2016-09-26 au 2016-09-29	Ottawa (Canada)	Conseil de la statistique de l'état civil du Canada	Registraires de l'état civil de l'ensemble du Canada Représentants de Statistique Canada Collaborateurs d'organismes canadiens et américains	129,72	623,31	753,03
9.	2016-10-04 au 2016-10-07	Ottawa (Canada)	Comités fédéraux-provinciaux-territoriaux du recensement de la population et de la démographie	Représentants de Statistique Canada, ainsi que des provinces et territoires	137,95	788,79	906,74
10.	2016-11-08 au 2016-11-09	Ottawa (Canada)	Rencontre de méthodologie à Statistique Canada	François Brisebois, Martin Renaud, Pierre Lavallée, Michelle Simard, Chris Mohl, José Gaudet et François Gagnon, Statistique Canada	721,24	1 196,10	1 917,34
11.	2016-11-16 au 2016-11-20	Londres (Royaume-Uni)	Forum sur le bien-être des enfants dans le monde organisé par l'Institut canadien de recherche avancée (ICRA)	Rachel Parker, Denis Terrien et Alan Bernstein, ICRA	887,93	18,57	886,50

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017 (suite) :

N°	Dates	Endroit	But du voyage	Personnes rencontrées	Coûts (\$)		
					Transport	Autres frais de voyage	Total
12.	2016-12-01 au 2016-12-02	Ottawa (Canada)	Rencontre de travail à Statistique Canada. Assister à une présentation des méthodes utilisées à Statistique Canada pour estimer les PIB provinciaux et le PIB mensuel national du Canada	Guillaume Dubé, Serge Grenier, Allan Tomas, Issam Alsammak et Ziad Ghanem, Statistique Canada	1 401,72	520,42	1 922,14
13.	2017-01-20 au 2017-01-20	Toronto (Canada)	Le Partenariat canadien contre le cancer (PCCC) a donné comme mandat à l'ISQ de réaliser le volet Québécois de l'Enquête sur l'expérience des patients atteints de cancer et en transition. Tous les investigateurs principaux et les experts provinciaux impliqués dans le projet ont été invités à cette rencontre qui a pour objectif de faire part aux représentants des provinces de la planification des étapes d'analyse et de diffusion des résultats	Panel d'experts et partenaires provinciaux	0,00	0,00	0,00
14.	2017-01-24 au 2017-01-26	Ottawa (Canada)	Participation et présentation au Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique économique à Statistique Canada	Peter Elliott et François Lavoie, Statistique Canada Représentants des provinces et territoires	203,62	497,22	700,84
15.	2017-02-01 au 2017-02-05	Paris (France)	Rencontre de direction de l'Association Internationale des démographes de langue française (AIDELF)	Membres du bureau de direction de l'AIDELF	0,00	0,00	0,00

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18)*.

Q-2 Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2016-2017 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants :

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

- Q-3 Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :**
- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018;**
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;**
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);**
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;**
 - e) le but visé par chaque dépense;**
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;**
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse :**

Publicité, articles promotionnels et commandites

Nom du professionnel ou de la firme	But visé	Mode d'octroi	Dépenses 2016-2017
Annuaire Bell et Télébec	Bottins téléphoniques régionaux	Gré à gré	957 \$
Compro Communications	Message pour la mise en attente téléphonique	Gré à gré	1 950 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

Q-4 Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Organisés par le ministère ou l'organisme

Conférences de presse :

Aucune.

Événements médiatiques :

Aucun.

Organisation d'événements :

Colloque 645 : Les 20 ans de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ÉLDEQ) - De la naissance à la connaissance dans le cadre du 84 ^e Congrès de l'Association francophone pour le savoir (Acfas), Université du Québec à Montréal, le 10 mai 2016	
But visé	Sommes dépensées en 2016-2017
Impression des brochures : Les 20 ans de l'ÉLDEQ	200 \$
Inscription de partenaires de l'ÉLDEQ pour leurs présences au colloque	1 180 \$
Inscription d'une collaboratrice de l'ÉLDEQ pour sa présence au colloque	283 \$
Repas	304 \$

Troisième journée d'études sur la qualité de l'emploi TELUQ Montréal, les 2 et 3 novembre 2016	
But visé	Sommes dépensées en 2016-2017
Hébergement des conférenciers	690 \$
Impression d'encarts et de divers documents remis aux participants	515 \$
Repas, rafraîchissements et articles de table	2 002 \$
Transport de conférencières	628 \$

Q-4 Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) (suite) :

Organisés par le ministère ou l’organisme (suite)

Diffusion des résultats du Rapport sur la rémunération des salariés. État et évolution comparés dans les locaux de l’Institut de Montréal et de Québec en visioconférence, le 29 novembre 2016	
But visé	Sommes dépensées en 2016-2017
Impression des « Faits saillants Rémunération des salariés 2016 »	150 \$
Rafraîchissements	52 \$

Nombre total d’événements :

Type d’événements organisés par le ministère ou l’organisme	2016-2017
• conférences de presse	0
• événements médiatiques	0
• organisation d’événements	3

Q-4 Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) (suite) :

Organisés par le ministère ou l’organisme et par une firme externe

Conférences de presse :

Aucune.

Événements médiatiques :

Aucun.

Organisation d’événements :

Colloque international sur la mesure des produits culturels numériques organisé conjointement avec l’Institut de statistique de l’UNESCO HEC-Montréal, du 9 au 11 mai 2016		
Nom du fournisseur ou du consultant	But visé	Sommes dépensées en 2016-2017
Autocars Orléans Express inc.	Déplacement de l’équipe de l’OCCQ	73 \$
Daisy Boustany	Planification et logistique	3 125 \$
Dansereau Traiteur	Rafraîchissements	3 124 \$
G&N School Bus Service	Déplacement des conférenciers	585 \$
HEC-Montréal	Logistique, captation et retransmission	3 160 \$
Jean-Claude Cadot	Synthèse du colloque, résumé des sessions et conclusion du colloque	4 000 \$
Location Bleu-Pélican	Déplacement de l’équipe de l’OCCQ	204 \$
Productions KLR inc.	Animation des conférences	3 000 \$
Residence inn Marriott	Hébergement de l’équipe de l’OCCQ	3 738 \$
Systèmes et services d’interprétation LMB	Équipements et interprètes	8 840 \$
Via Rail	Déplacement de l’équipe de l’OCCQ	180 \$

Nombre total d’événements :

Type d’événements organisés par le ministère ou l’organisme et par une firme externe	2016-2017
• conférences de presse	0
• événements médiatiques	0
• organisation d’événements	1

Q-4 Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) (suite) :

Organisés par une firme externe

Conférences de presse :

Aucune.

Événements médiatiques :

Aucun.

Organisation d'événements :

Aucun.

Q-5 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Aucune.

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

N°	Fournisseur	Firme de publicité ou de communications	But visé	Somme dépensée en 2016-2017 \$
1.	Accent Formation inc.	Ne s'applique pas	Formation visant à outiller les professionnels sur la tenue d'entrevues avec les médias	5 260
2.	Accent Formation inc.	Ne s'applique pas	Formation visant l'amélioration de la clarté et de la concision des textes administratifs par la syntaxe	495
3.	Université de Montréal	Ne s'applique pas	Formation visant l'amélioration de la communication orale en anglais	450

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

Q-6 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;**
- b) le but visé par chaque dépense;**
- c) la nature de la formation;**
- d) les personnes concernées.**

Ne s'applique pas.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

Q-7 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés :

- par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017 :**

N°	Nom du professionnel ou de la firme	Mandat et résultat (rapport ou document final)	Coût \$	Mode d'octroi
1	Accent formation	Formation : Réussir ses entrevues avec les médias.	5 340	Gré à gré
2	Adaris Technologies inc.	Accompagnement pour des interventions ponctuelles sur les serveurs Novell et ZenWorks.	9 750	Gré à gré
3	BIP Recherche	Programmation du questionnaire de l'Enquête québécoise sur le parcours préscolaire des enfants de maternelle (EQPPEM).	6 175	Gré à gré
4	Cadot Jean-Paul	Rédiger un résumé de chacune des sessions des conférences dans le cadre du Colloque international sur la mesure des produits culturels et rédiger un compte rendu du colloque.	4 000	Gré à gré
5	Chénard Maxime	Réaliser le développement d'applications et le transfert d'expertise.	8 000	Gré à gré
6	Comité sectoriel de la main-d'œuvre	Transmission d'une liste d'organismes à but non lucratif en économie sociale.	1 304	Gré à gré
7	Échantillonneur ASDE	Pairage automatique de numéros de téléphone.	600	Gré à gré
		Pairage automatique de numéros de téléphone.	1 800	Gré à gré
		Pairage automatique de numéros de téléphone.	680	Gré à gré
		Pairage automatique de numéros de téléphone.	1 787	Gré à gré
8	Édifice 200, ch. Sainte-Foy inc.	Entretien préventif des unités de ventilation.	2 184	Gré à gré
9	Edumicro	Formation Excel avancé.	2 410	Gré à gré
10	Fabrique de sens	Réalisation d'un État des lieux sur l'usage des métadonnées dans les domaines de l'audiovisuel et du multimédia.	15 000	Gré à gré
11	HEC-Montréal	Logistique, captation et retransmission pour la tenue du Colloque international sur la mesure des produits culturels numériques.	2 905	Gré à gré
12	Iconoclaste musique inc.	Réalisation d'un État des lieux sur l'usage des métadonnées dans les domaines de l'enregistrement sonore/musique et des arts de la scène.	22 500	Gré à gré
13	Lampron Micheline	Effectuer des travaux de révision linguistique.	20 000	Gré à gré
14	Michaels Lauren	Effectuer des travaux de traduction et de révision linguistique.	9 995	Gré à gré
15	Michon Philippe	Réalisation d'un État des lieux sur l'usage des métadonnées dans les domaines de la muséologie, du patrimoine et des arts visuels.	15 000	Gré à gré
16	Momentum Technologie inc.	Accompagnement dans l'actualisation de son architecture, dans la migration de ses bases de données Oracle et dans le soutien aux opérations.	21 850	Gré à gré
17	Northern Micro inc.	Sécurisation de la tablette ASUS.	5 000	Gré à gré
18	PCD Solutions	Installation NSX et service d'accompagnement pour les produits VMware.	24 800	Gré à gré

Q-7 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés :

- par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017 (suite) :**

N°	Nom du professionnel ou de la firme	Mandat et résultat (rapport ou document final)	Coût \$	Mode d'octroi
19	Productions KLR inc.	Agir à titre de maître de cérémonie, comprenant plusieurs allocutions et présentations tout au long du Colloque international sur la mesure des produits culturels numériques.	3 000	Gré à gré
20	Robichaud Véronique	Contrat concernant Le Modèle d'équilibre général du ministère des Finances du Québec.	2 000	Gré à gré
21	Robitaille actuaire conseils inc.	Services conseils en actuariat.	5 000	Gré à gré
22	Sani-Fontaines inc.	Entretien des refroidisseurs d'eau.	3 000	Gré à gré
23	Services Conseils Hardy inc.	Formation SAS Introduction.	8 250	Gré à gré
24	SIE-Solutions technologiques	Services d'accompagnement et de soutien des bases de données de l'Institut.	18 950	Gré à gré
25	Sire Loup inc.	Réalisation d'un État des lieux sur l'usage des métadonnées dans le domaine du livre.	14 300	Gré à gré
26	Société Bernet (2003) inc.	Entretien ménager.	8 000	Gré à gré
27	Stein Monast S.E.N.C.R.L.	Formation sur la protection des renseignements personnels.	1 250	Gré à gré
28	Théberge Ghislain	Animation des rencontres de consultations pour la planification stratégique 2017-2022.	4 000	Gré à gré
29	Traducteurs associés	Travaux de traduction et de révision linguistique.	9 995	Gré à gré
30	Université de Montréal	Production de variables dérivées du volet E18 de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ÉLDEQ).	3 061	Gré à gré
31	Université McMaster	Licence pour l'utilisation de l'Instrument de mesure du développement de la petite enfance.	6 600	Gré à gré
32	Victrix Technologies inc.	Services professionnels d'accompagnement pour les produits spécialisés de réseau.	21 735	Gré à gré
33	Vudumobile	Entente de prestation de services de messagerie texte.	5 000	Gré à gré

Ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

- par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017 :**

Ne s'applique pas.

Q-8 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* :

Nom du professionnel ou de la firme	Montant accordé	Motif de la demande
Nielsen Media Research Limited	48 004 \$	Prolongation de 2 ans de l'entente conclue le 21 décembre 2010 concernant l'achat de données statistiques sur la musique au Québec

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Q-9 Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;**
- b) la grille d'évaluation des soumissions;**
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;**
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;**
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**

2016-2017

Aucun.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Q-10 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;**
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);**
- c) le coût;**
- d) l'échéancier;**
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.**

Veuillez référer à la réponse de la question 7.

Q-11 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
- e) une description de son mandat;**
- f) la date de début de son contrat;**
- g) la date prévue de fin de son contrat;**
- h) sa rémunération annuelle :**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Q-12 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet;	Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire (EQSJS)	
b) la nature du projet;	Réalisation des outils de collecte de données	
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);	Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits	
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;	603 400 \$	
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;	Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits	
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;	Année financière	Somme engagée
	2016-2017	535 100 \$
	Total	535 100 \$
g) l'estimation des coûts restants à déboursier pour compléter la réalisation du projet;	Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits	
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;	Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits	
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;	100 %, Terminé	
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;	Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits	
k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;	Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits	
l) Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;	Une évaluation a été réalisée, mais aucune solution n'a été retenue en raison des impacts avec les outils de développement déjà en place et des délais serrés de livraison à respecter. Pour les équipements, les tablettes Android ont été utilisées plutôt que les tablettes Apple.	
m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.	Ne s'applique pas	

Q-13 Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

Dépenses	Coûts \$
a) la photocopie (incluant papier);	21 860
b) le mobilier de bureau;	1 217
c) l'ameublement;	0
d) la décoration et l'embellissement;	0
e) le distributeur d'eau de source;	0
f) le remboursement des frais de transport;	55 267
g) le remboursement des frais d'hébergement;	39 637
h) le remboursement des frais de repas;	18 086
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes (25 ans de service et autres);	2 110
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
i. au Québec;	83 150
ii. à l'extérieur du Québec.	2 568

Q-14 Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

Dépenses	2016-2017
a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;	49 appareils : • 18 téléphones cellulaires • 31 iPhones
b), i) et j) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) et d'ordinateurs portables utilisés;	Aucun
c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;	Aucun
d) les coûts d'acquisition des appareils;	0 \$
e) le coût d'utilisation des appareils;	15 435 \$ (incluant tous les frais tels les appels interurbains)
f) le coût des contrats téléphoniques;	14 507 \$
g) les noms des fournisseurs;	Centre de services partagés du Québec (Rogers et Telus)
h) le nombre de minutes utilisées;	Le changement de contrat au cours de l'année ne permet pas de comptabiliser les minutes de toute la période
k) le coût des frais d'itinérance;	0 \$
l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.	60 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 :

a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus, ainsi que 35 ans et moins;

2016-2017

Catégorie de personnel	Cadres		Professionnels		Fonctionnaires		Ouvriers		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes de moins de 35 ans	0	0	11	50	11	50	0	0	22	100
Hommes de 35 ans et plus	7	7,29	57	59,38	32	33,33	0	0	96	100
Total - Hommes	7	5,93	68	57,63	43	36,44	0	0	118	100
Femmes de moins de 35 ans	0	0	24	45,28	29	54,72	0	0	53	100
Femmes de 35 ans et plus	6	3,24	74	40	105	56,76	0	0	185	100
Total - Femmes	6	2,52	98	41,18	134	56,30	0	0	238	100
SOUS-TOTAL : moins de 35 ans - Hommes et femmes	0	0	35	46,67	40	53,33	0	0	75	100
SOUS-TOTAL : 35 ans et plus - Hommes et femmes	13	4,63	131	46,62	137	46,75	0	0	281	100
TOTAL : Hommes et femmes par catégorie d'emploi	13	3,65	166	46,63	177	49,72	0	0	356	100
TOTAL : Hommes et femmes sur le total des effectifs	13	3,65	166	46,63	177	49,72	0	0	356	100
Personnes handicapées de moins de 35 ans	0	0	0	0	1	100	0	0	1	100
Personnes handicapées de 35 ans et plus	0	0	2	50	2	50	0	0	4	100
Total - Personnes handicapées	0	0	2	40	3	60	0	0	5	100
Communautés culturelles de moins de 35 ans	0	0	3	75	1	25	0	0	4	100
Communautés culturelles de 35 ans et plus	0	0	15	65,22	8	34,78	0	0	23	100
Total - Communautés culturelles	0	0	18	66,66	9	33,33	0	0	27	100
Anglophones de moins de 35 ans	0	0	1	100	0	0	0	0	1	100
Anglophones de 35 ans et plus	0	0	2	66,66	1	33,33	0	0	3	100
Total - Anglophones	0	0	3	75	1	25	0	0	4	100
Autochtones de moins de 35 ans	0	0	0	0	1	100	0	0	1	100
Autochtones de 35 ans et plus	0	0	0	0	1	100	0	0	1	100
Total - Autochtones	0	0	0	0	2	100	0	0	2	100

N'inclut pas le directeur général ni les étudiants. Concernant les caractéristiques de la diversité, un employé peut se retrouver à deux endroits (par exemple : communauté culturelle et anglophone).

Ces informations proviennent du rapport SAGIR « Rapport-Étude des crédits-RH » au 17 mars 2017.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (suite) :

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

2016-2017¹⁻²

Catégorie d'emploi	Jours de maladie
Cadres supérieurs	53,5
Professionnels	1 467
Fonctionnaires	618
Ouvriers	0
Total	2 138,5

- 1. N'inclut pas le DG.
- 2. Ces informations proviennent de la liste de SAGIP au 17 mars 2017 pour les données au 29 mars 2017.

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

2016-2017¹⁻²⁻³

Congés maladie	Nombre de personnes ayant :					Valeur estimée avec la part de l'employeur ⁵
	Moins de 10 jours ⁴	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus	Total	
Cadres	2	3	5	3	13	-
Professionnels	54	54	36	22	166	-
Fonctionnaires	138	29	9	1	177	-
Ouvriers	0	0	0	0	0	-
Total	194	86	50	26	356	3 354 954 \$

- 1. N'inclut pas le DG.
- 2. Inclut les intervieweurs.
- 3. Ces informations proviennent de la liste de SAGIP au 17 mars 2017 pour les données au 29 mars 2017.
- 4. Inclut les réserves négatives.
- 5. Estimation au 29 mars 2017 avant le calcul de la valeur actualisée.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (suite) :

- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :**
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;**

2016-2017

Catégorie d'emploi	Nombre d'heures supplémentaires effectuées ¹⁻²⁻³	Heures supplémentaires compensées		Heures supplémentaires payées	
		Nombre ¹⁻²⁻³	Montant ³ \$	Nombre ¹⁻²⁻³	Montant ³ \$
Cadres supérieurs	0	0	0	0	0
Professionnels	1 941,11	1 820,91	81 905	120,20	5 116
Fonctionnaires	553,91	326,41	13 484	227,50	9 260
Ouvriers	0	0	0	0	0
Total	2 495,02	2 147,32	95 389	347,70	14 376

- 1. N'inclut pas le DG.
- 2. Inclut les intervieweurs.
- 3. Ces informations proviennent de la liste de SAGIP au 17 mars 2017 pour les données au 29 mars 2017.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (suite) :

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

2016-2017¹⁻²⁻³

Jours de vacances					
Mois	Cadres supérieurs	Professionnels	Fonctionnaires	Ouvriers	Total
Avril	6	82	24	0	112
Mai	25,5	124,5	56,5	0	206,5
Juin	14	261	86,5	0	361,5
Juillet	39	586,5	289,5	0	915
Août	100,5	1 099	342,5	0	1 542
Septembre	37,5	256,5	70	0	364
Octobre	20,5	106,5	55	0	182
Novembre	3,5	63	24,5	0	91
Décembre	20	231,5	95,5	0	347
Janvier	25	250	85,5	0	360,5
Février	6	78	45	0	129
Mars	16,5	98	26	0	140,5
Total	314	3 236,5	1 200,5	0	4 751

- 1 N'inclut pas le DG.
- 2 Inclut les intervieweurs.
- 3 Ces informations proviennent de la liste de SAGIP au 17 mars 2017 pour les données au 29 mars 2017.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (suite) :

- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**

2016-2017¹⁻²⁻³

	Nombre de personnes ayant :					Valeur estimée avec la part de l'employeur ⁵
	Moins de 10 jours ⁴	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus	Total	
Jours de vacances	273	83	0	0	356	1 743 682 \$

- 1. N'inclut pas le DG.
- 2. Inclut les intervieweurs.
- 3. Ces informations proviennent de la liste de SAGIP au 17 mars 2017 pour les données au 29 mars 2017.
- 4. Inclut les réserves négatives.
- 5. Estimation au 29 mars 2017.

- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;**

2016-2017

Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;**

2016-2017

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès*. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la *Loi sur l'accès*.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (suite) :

- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**

2016-2017¹

Catégorie de personnel	Cadres		Professionnels		Fonctionnaires		Ouvriers		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Québec	10	76,92	115	72,78	44	77,19	0	0,00	169	74,12
Montréal	3	23,08	43	27,22	13	22,81	0	0,00	59	25,88
Total sur l'ensemble des effectifs	13	5,70	158	69,30	57	25,00	0	0,00	228	100,00

1. N'inclut pas le DG.
Ces informations proviennent du rapport SAGIR « Rapport sur les caractéristiques de la main d'œuvre » en date du 27 mars 2017 au 31 mars 2017.

- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;**

2016-2017¹

Catégorie de personnel	Professionnels avec poste expert		Professionnels avec poste émérite		Professionnels avec prime de protection		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes	14	43,75	0	0	0	0	14	43,75
Femmes	18	56,25	0	0	0	0	18	56,25
Sous-total par complexité	32	100	0	0	0	0	32	100
Total	32	100	0	0	0	0	32	100

1. Ces informations proviennent du rapport de SAGIR « Emplois de complexité supérieur » en date du 21 mars 2017.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (suite) :

- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**

2016-2017¹

Catégorie de personnel	Professionnels		Fonctionnaires		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes	0	0	0	0	0	0
Femmes	0	0	1 ²	100	1	100
Total	0	0	1	100	1	100

1. Ces informations proviennent du rapport SAGIR en date de 17 mars au 29 mars 2017.
2. Horaire majoré.

- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**

2016-2017¹

Catégorie de personnel	Cadres		Professionnels		Fonctionnaires		Ouvriers		Nombre total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Québec	14	82,35	115	72,78	44	77,19	0	0,00	173	74,57
Montréal	3	18,76	43	27,22	13	22,81	0	0,00	59	25,43
Total sur l'ensemble des postes	17	7,33	158	68,10	57	24,57	0	0,00	232	100,00

1. N'inclut pas le DG.
Ces informations proviennent du rapport SAGIR « Rapport sur les caractéristiques de la main d'œuvre » en date du 27 mars 2017 au 31 mars 2017.

- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;**

La réponse à cette sous-question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;**

La réponse à cette sous-question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (suite) :

- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;**

La réponse à cette sous-question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes;**

2016-2017

Aucun.

- r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.**

La réponse à cette sous-question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-16 Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction :

- a) le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour l'année 2016-2017 seulement.

- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;**

2016-2017

5 remplacements.

- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées;**

2018-2019¹

Départ à la retraite prévu	Indemnité de retraite
1	Aucune

1. Prévisions au 31 mars 2017.

2017-2018¹

Départs à la retraite prévus	Indemnité de retraite
2	Aucune

1. Prévisions au 31 mars 2017.

- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

2016-2017

Aucun.

Q-17 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d'eux :

Liste des ententes d'occupation		
	Québec	Montréal
a) l'emplacement de la location;	200, chemin Sainte-Foy Québec (Québec) G1R 5T4	1200, av. McGill College Montréal (Québec) H3B 4J8
b) la superficie totale pour chaque local loué;	6 584 m ²	2 041 m ²
c) la superficie totale réellement occupée;	Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits	
d) la superficie inoccupée;	Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits	
e) le coût de location au mètre carré;	Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits	
f) le coût total de ladite location;	1 674 676 \$	
g) les coûts d'aménagement et/ou de rénovation réalisés depuis le 1 ^{er} avril 2016;	0 \$	5 402 \$
h) la durée du bail;	15 ans	5 ans
i) le propriétaire de l'espace loué;	Whiterock	SITQ Montréal inc. (Busac)
j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.	Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits	

Note : La Société québécoise des infrastructures (SQI) est signataire des baux à Québec et à Montréal.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27).

Q-18 Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;**
- b) les coûts;**
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Aucun.

Q-19 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État* :

Ne s'applique pas.

Q-20 Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;**
- b) la circonscription électorale;**
- c) le montant attribué;**
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.**

Ne s'applique pas.

Q-21 Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

2016-2017

Aucun.

Q-22 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;**
- b) le salaire;**
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;**
- d) la date de la mise en disponibilité;**
- e) les prévisions pour 2017-2018 :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-23 Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
- b) prévisions pour 2017-2018;**
- c) par catégorie d'âge :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-24 Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 :

2016-2017

Aucun.

Q-25 Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission :

Veillez référer à la réponse de la question 15 j).

Q-26 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

2016-2017

a) le nom de la personne;	Sylvie Vallières
b) le poste occupé et le nom de l'organisme;	Libérée à temps complet au SFPQ
c) le salaire de base ¹ et les bonis, le cas échéant;	41 055 \$
d) l'assignation initiale;	Agente de bureau
e) l'assignation actuelle;	Libérée à temps complet au SFPQ
f) la date de l'assignation hors structure;	22 mai 2008
g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	Indéterminée

1. Salaire à l'Institut de la statistique du Québec.

Q-27 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories :

2016-2017

Fournisseur	Titre	Coût (\$)
Données		
Nielsen Media Research	Soundscan	18 002
SNL Metal and mining (Intierra)	Base de données annuelle	12 494
Statistique Canada	Accès CANSIM*	2 000
	Données de l'Enquête sur la population active (EPA)	3 593
	Données du commerce international, 2016	11 038
	Collection de fichiers des microdonnées à grande diffusion	5 000
	Compilation spéciale par type de bâtiment selon le secteur non résidentiel, valeurs annuelles compilées pour les régions économiques et pour l'ensemble du Québec, 2006 à 2015	250
	Statistiques financières des entreprises	200
	Rapport dépense économique (RDE) Mesure faible revenu (MFR) (alimente la section du site profil régions et MRC)	3 987
The NPD Group	Données de ventes de DVD pour le Québec	3 750
	Total	60 314
Revues, journaux, Internet, etc.		
Bibliothèque et Archives nationales de Québec	À rayons ouverts : bulletin de la Bibliothèque nationale du Québec	Gratuit
Édition Yvon Blais	Accès à l'information (mises à jour)	316
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Accès-acquisition	500
Les Éditions Rogers limitée	Avantages : le magazine de la gestion des caisses de retraite et des avantages sociaux au Québec	Gratuit
PowerShift Communication inc.	Benefits and pensions monitor	158
Benefits Canada	Benefits Canada	157
Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	Bulletin de l'Observatoire international sur la santé et les services sociaux	Gratuit
Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	Bulletin du Réseau sur le vieillissement et les changements démographiques (en ligne)	Gratuit
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	Bulletin d'information de l'ÉNAP	Gratuit
Courrier international	Courrier international	Gratuit
The Royal Bank of Canada	Econoscope – The Royal Bank of Canada	Gratuit

Q-27 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017 (suite) :

Fournisseur	Titre	Coût (\$)
Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)	Expertise	Gratuit
International Monetary Fund	F&D Finance and Development	Gratuit
Société canadienne du cancer – Division du Québec	Info-tabac.ca (en ligne et papier)	Gratuit
Institut universitaire de gériatrie de Montréal	Infolettre	Gratuit
The Institute of Internal Auditors	Internal Auditor	Gratuit
Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (IRDES)	IRDES – Eco-Santé France (en ligne)	Gratuit
L'actualité	L'actualité	39
La Terre de chez nous	La Terre de chez nous	72
Le Devoir	Le Devoir (en ligne)	185
Curateur public du Québec	Le point : le bulletin destiné aux collaborateurs des établissements et des résidences de santé et de services sociaux	Gratuit
Les producteurs de lait du Québec	Le producteur de lait québécois	Gratuit
Société statistique du Canada (SSC)	Liaison SSC : Bulletin de la société statistique du Canada	Gratuit
Canadian & American mines handbook	Mines handbook online	299
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)	Monde ouvrier	Gratuit
Centrale des syndicats du Québec (CSQ)	Nouvelles CSQ	Gratuit
Institut du développement et de la santé des enfants et des adolescents (IDSEA)	Nouvelles de l'IDSEA	Gratuit
Fédération des producteurs d'agneaux et moutons du Québec	Ovin-Québec	35
Confédération des syndicats nationaux (CSN)	Perspectives CSN	Gratuit
Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés	Points de Repère	Gratuit
Institut national d'études démographiques (INED)	Population	139
Association Population & Avenir	Population & Avenir	62
John Wiley & Sons inc.	Population & Development Review	367
Société française de santé publique, Caisse nationale de l'Assurance maladie	Pratiques et organisation des soins	Gratuit
Commission de la santé et de la sécurité du travail	Prévention au travail	Gratuit
Oxford University Press	Public opinion Quarterly print & online and journal of survey statistics and methodology print & online	1 062
Scott's directories	Quebec industrial – Scott's online pin pointer version (2 accès)	664
Institut de recherche et documentation en économie de la santé (IRDES)	Questions d'économie de la santé - IRDES	Gratuit

Q-27 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017 (suite) :

Fournisseur	Titre	Coût (\$)
Qui fait Quoi inc.	Qui fait Quoi (publication d'informations concernant les industries de la culture et des communications)	500
Banque du Canada	Rapport sur la politique monétaire	Gratuit
Fonds de recherche du Québec - Santé (FRQS)	Recherche en santé	Gratuit
Banque du Canada	Revue du système financier	Gratuit
McMullin publishers Ltd	Tarif des douanes – Mise à jour (Notes explicatives)	17
Université du Québec, École nationale d'administration publique (ENAP)	Télescope – Observatoire de l'administration publique	Gratuit
The Economist	The Economist	152
Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (IRDES)	Vient de paraître à l'IRDES (en ligne)	Gratuit
	Total	4 725

* Le montant pour ces données a été remboursé en totalité par le ministère des Finances du Québec.

Q-28 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre :

2016-2017

Aucun.

Q-29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) Nom du site Web : Institut de la statistique du Québec (www.stat.gouv.qc.ca) depuis 1999
--

b) Nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :
Réalisation à l'interne.

c) Coûts de construction du site :
0,8 effectif à temps complet professionnel : 40 658 \$.

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (incluant traduction) en 2016-2017 :

Ressources humaines :	
Professionnel :	69 995 \$
Technicien :	45 637 \$
Coûts directs :	3 804 \$
TOTAL :	119 436 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) en 2016-2017 :
Aucun.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites :
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour en 2016-2017 :
Quotidienne.

h) Responsable du contenu sur le site :
Directrice des communications.

Q-29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site (suite) :

a) Nom du site Web :

**Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ÉLDEQ)
(www.jesuisjeserai.stat.gouv.qc.ca) depuis 2005**

b) Nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Conception à l'interne par la Direction des communications et la Direction des services informationnels et technologiques à partir des directives (contenu) de l'équipe ÉLDEQ et à partir de matériel infographique qui avait été développé antérieurement par la firme Bleu Outremer dans le cadre d'un contrat de renouvellement de l'image, du slogan et du logo de l'ÉLDEQ.

c) Coûts de construction du site :

4 800 \$.

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (Incluant traduction) en 2016-2017 :

Ressources humaines : 1 407 \$

Coûts directs : 0 \$

TOTAL : 1 407 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) en 2016-2017 :

Une refonte importante a été faite en novembre et décembre 2016. L'objectif était de renouveler l'image de l'étude, afin qu'elle représente les jeunes adultes, répondants de l'étude. La structure de code sous-jacente au site a dû être complètement actualisée, ce qui a été fait au même moment. Les nouvelles normes institutionnelles ont également été appliquées. Les coûts liés à la refonte s'élève à 5 376 \$.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour en 2016-2017 :

Environ une par deux mois et quelques demandes périodiques liées à des activités de collecte ou à la diffusion de publications.

h) Responsable du contenu sur le site :

Une professionnelle de l'équipe de l'ÉLDEQ, de la Direction des études longitudinales et sociales de l'ISQ.

Q-29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site (suite) :

a) Nom du site Web :

Enquête québécoise sur la qualité des services de garde éducatifs (Grandir en qualité) (www.grandirenqualite.gouv.qc.ca) depuis août 2013

b) Nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Conception à l'interne par la Direction des communications et la Direction des services informationnels et technologiques à partir des directives (contenu) de l'équipe Grandir en qualité, et à partir de matériel infographique qui avait été développé antérieurement par Diane Girard, graphiste.

c) Coûts de construction du site :

5 187 \$ en 2013-2014.

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (Incluant traduction) en 2016-2017 :

Ressources humaines :	0 \$
Coûts directs :	0 \$
TOTAL :	0 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) en 2016-2017 :

Ne s'applique pas.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour en 2016-2017 :

Aucune.

h) Responsable du contenu sur le site :

Coordonnateur de l'équipe Grandir en qualité.

Q-29 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site (suite) :

a) Nom du site Web :

**Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO)
(www.bdso.gouv.qc.ca) depuis 2003**

Le site Web de la BDSO présente des statistiques de ministères et organismes producteurs de statistiques officielles au Québec, dont l'ISQ est mandataire du projet.

b) Nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Réalisation externe : Oracle, Telus, Korem
Réalisation à l'interne : Direction des services informationnels et technologiques (DSIT)

c) Coûts de construction du site :

Développement et réalisation : 4,7 M\$

- 50 % assumé par l'ISQ;
- 50 % financé par le Conseil du trésor, grâce au Fonds d'incitation au partenariat interministériel.

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (incluant la traduction) 2016-2017 :

Ressources humaines :	Informatique	Pilotage*
Professionnels :	0 \$	19 286 \$
Technicien :	0 \$	2 224 \$
Étudiant :	0 \$	0 \$
Coûts directs :		
Autres dépenses :	0 \$	14 \$
SOUS-TOTAL :	0 \$	21 524 \$
TOTAL :	21 524 \$	

* Coûts de mise à jour des données exclusivement.

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) en 2016-2017 :

Aucun.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour en 2016-2017 :

Quotidiennement, l'ISQ rediffuse sur le site Web de la BDSO les informations statistiques qu'il met à jour sur son propre site Web. Selon un calendrier de diffusion établi, l'ISQ a diffusé en 2016-2017 des informations statistiques provenant de la Société de l'assurance automobile du Québec et du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports. Durant la même période, il a traité les informations du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

h) Responsable du contenu sur le site :

Directrice des services informationnels et technologiques.

Q-30 Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;**
- b) le nom de la personne;**
- c) les mandats de chacune de ces personnes;**
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;**
- e) le résultat du travail effectué;**
- f) les échéances prévues;**
- g) les sommes impliquées :**

Veillez référer à la réponse de la question 7.

Q-31 Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés :

Ne s'applique pas.

Q-32 Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;**
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
- c) le nombre total de demandes reçues;**
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);**
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;**
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai :**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2016-2017 des ministères et organismes.

Q-33 La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016-2017 :

- a) le coût (déplacements, etc.);**
- b) le nombre de ressources affectées;**
- c) le nombre de rencontres;**
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;**
- e) l'objet;**
- f) les dates :**

Ne s'applique pas.

Q-34 Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-35 La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

Q-36 Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018 :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-37 L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018 :

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **Rapport annuel 2016-2017** des ministères et organismes.

Q-38 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018 :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-39 Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme :

2016-2017

Nom de la firme	Nature	Sommes reçues \$	Dates des versements
Agence de développement économique du Canada	Réalisation d'un échantillonnage pour le Québec dans l'Enquête sur les technologies de pointe	11 497	Avril 2016
Agence de développement économique du Canada	Mesure des exportations québécoises sur une base de valeur ajoutée à l'aide du modèle intersectoriel du Québec	7 537	Avril 2016
Conseil des Arts de Montréal	Colloque international sur la mesure des produits culturels numériques	2 874	Juin 2016
Industrie Canada	Enquête sur les technologies de pointe	23 591	Avril 2016
Patrimoine Canadien	Colloque international sur la mesure des produits culturels numériques	1 466	Mai 2016
		5 749	Septembre 2016
Statistique Canada	Registre des événements démographiques : formulaires et CD numérisés	19 161	Toute l'année
Ville de Montréal	Production de matrices origine/destination pour les 35 CLSC de l'Île de Montréal	3 578	Décembre 2016
Ville de Québec - Office du Tourisme et des Congrès de Québec	Collecte, production, intégration et diffusion d'informations statistiques sur le marché hôtelier de la région touristique de Québec	25 920	Mai 2016

Notes :

Ces sommes ont été reçues à titre de paiement pour services rendus dans le cadre d'ententes signées pour la production de documents ou d'études statistiques. Il s'agit ici de revenus autonomes pour l'ISQ.

Ces sommes incluent les taxes.

Q-40 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis :

46 494,80 \$.

Q-41 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat :

Aucune.

Q-42 Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- Q-43 Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :**
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme :**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Q-44 Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remanlements ministériels? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés :**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.
--

Q-45 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes :

2016-2017

Ne s'applique pas.

Q-46 Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q-47 Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-48 Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015 :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-49 Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-50 Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018 :

Aucun.

Q-51 Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018 :

Aucun.

Q-52 Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018 :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

Q-53 Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018 :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

Q-54 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques (Fonds vert).

Q-55 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles).

Q-56 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

Q-57 Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique :

Aucune.

Q-58 **Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.**

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;**
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);**
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;**
- d) le montant accordé;**
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;**
- f) les motifs de la demande;**
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.**

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication :

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Q-59 Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 :

a) la dépense totale (opération et capital);

Prévision des sommes dépensées en 2016-2017¹

Dépense totale (opération et capital)	Rémunération des employés en TI	Nombre d'employés en TI	Consultants externes	Consultants externes/ Rémunération des employés en TI
k\$	k\$	ETC	k\$	%
4 415,3	2 350,1	30,0	200,0	8,5

1. Les informations disponibles proviennent de la Programmation annuelle en ressources informationnelles (PARI).

b) les grands dossiers en cours;

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/).

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

La réponse à cette sous-question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
--

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Veuillez référer à la réponse de la question 11.
--

Q-60 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

a) la masse salariale;

La réponse à cette sous-question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

Aucune.

Q-61 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-62 Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du *Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes* visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;**
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;**
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;**
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.**

Fournir les prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q-63 Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable :

L'information sera présentée au Rapport annuel 2016-2017 des ministères et organismes.

Q-64 Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et 2016-2017 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;**
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;**
- c) les coûts reliés à sa réalisation;**
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.**

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
--

Q-65 Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;

Année financière	Cotisations payées	Nombre de personnes
2016-2017	4 061,95 \$	13
2015-2016	4 530,32 \$	11

b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation.

Année financière	Associations, ordres ou corporations professionnels
2016-2017	Association francophone pour le savoir (Acfas) Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI) Barreau du Québec Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA) Registre des commissaires à l'assermentation Society of Actuaries (SOA)
2015-2016	Association de la sécurité de l'information du Québec (ASIQ) Barreau du Québec Chambre des notaires du Québec (CNQ) Ora-Gec Inc. Registre des commissaires à l'assermentation Society of Actuaries (SOA)

c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Institut de la statistique du Québec

Étude des crédits 2017-2018

Partie 2

Demande de renseignements particuliers du Deuxième groupe d'opposition

Q-1 Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2016-2017, indiquer (suite) :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération :**
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV :**
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation :**

Ne s'applique pas, car il n'y a aucun conseil d'administration à l'ISQ.
